

Avril 2014

Présentation des résultats

N° 111893

Contacts

Frédéric Dabi
Directeur général adjoint
Guillaume Marchal
Chargé d'études
prenom.nom@ifop.com

Les Français et le libéralisme

Vague 1



l'Opinion



Etude réalisée pour :

l'Opinion

Generationlibre
ALTERNATIVE FRANCE EUROPE

Echantillon :

Echantillon de **1050** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil :

Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).

Dates de terrain :

Du 10 au 15 avril 2014

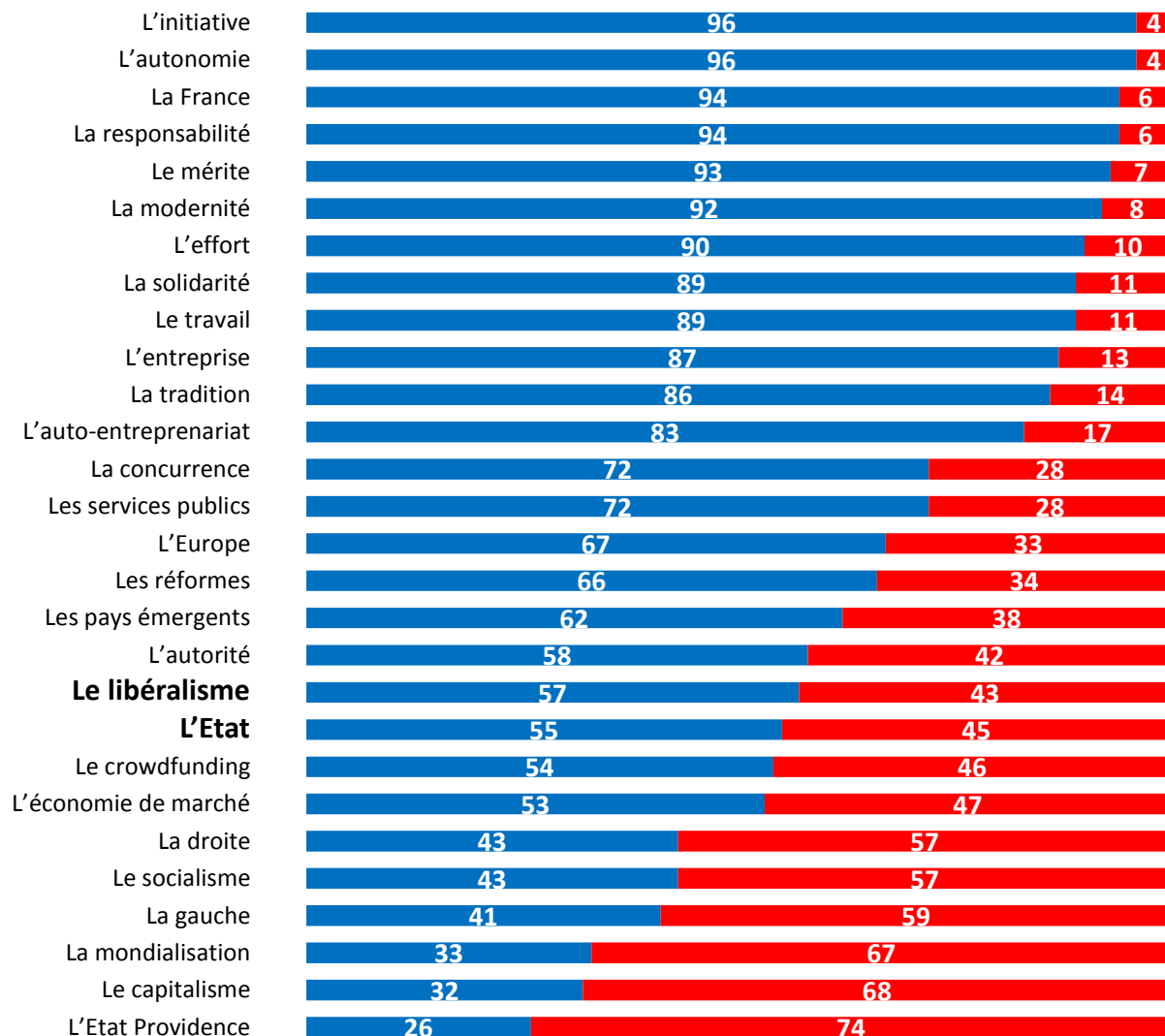
Rappel méthodologique des précédentes enquêtes :

Rappel 1999 : Etude Ifop sur « L'opinion publique française et le libéralisme » réalisée par téléphone les 11 au 12 septembre 1999 sur un échantillon de 928 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Rappel 2011 : Etude Ifop pour Europe 1 et Paris Match sur « Les valeurs des Français à 6 mois de l'élection présidentielle » réalisée par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI) du 2 au 4 novembre 2011 sur un échantillon de 1040 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

Les résultats de l'étude

Question : Pour chacun des mots suivants, indiquez s'il évoque pour vous quelque chose que vous aimez ou quelque chose que vous n'aimez pas ?

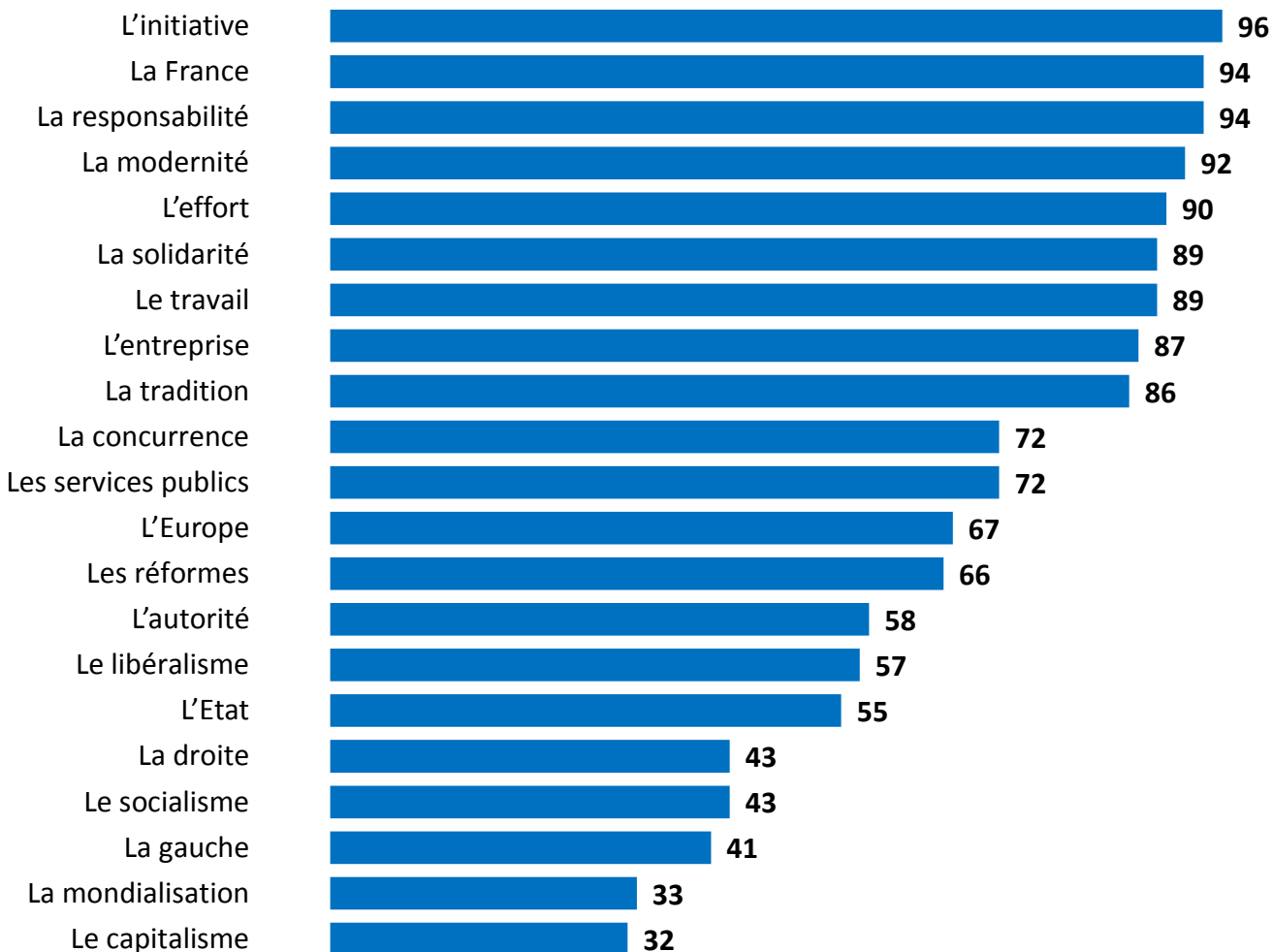


■ Vous aimez

■ Vous n'aimez pas

Question : Pour chacun des mots suivants, indiquez s'il évoque pour vous quelque chose que vous aimez ou quelque chose que vous n'aimez pas ?

Récapitulatif : Vous aimez



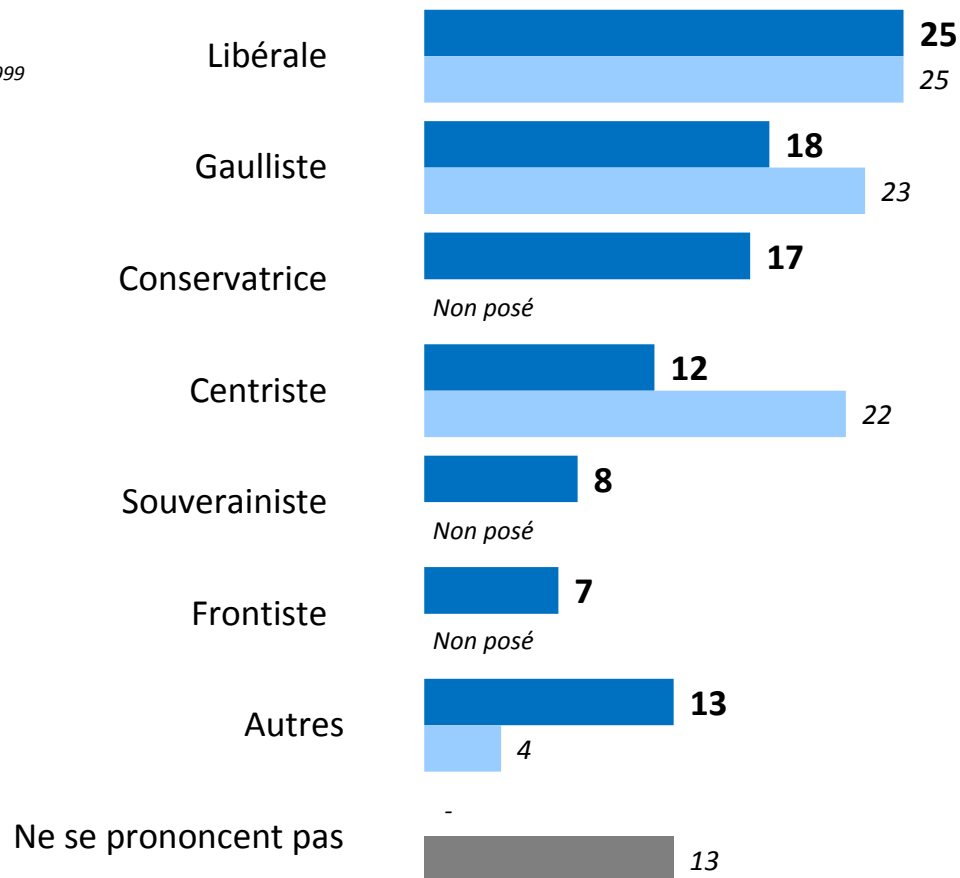
Rappel septembre 1999	Rappel novembre 2011
96	Non posé
97	Non posé
96	88
89	Non posé
Non posé	84
Non posé	80
94	83
91	82
87	Non posé
71	Non posé
Non posé	68
Non posé	60
Non posé	67
Non posé	72
70	Non posé
72	64
48	Non posé
52	56
50	Non posé
44	38
Non posé	38

Question : Toujours du point de vue des idées, comment la droite devrait-elle se définir ?

Selon la proximité politique

■ Avril 2014

■ Rappel septembre 1999



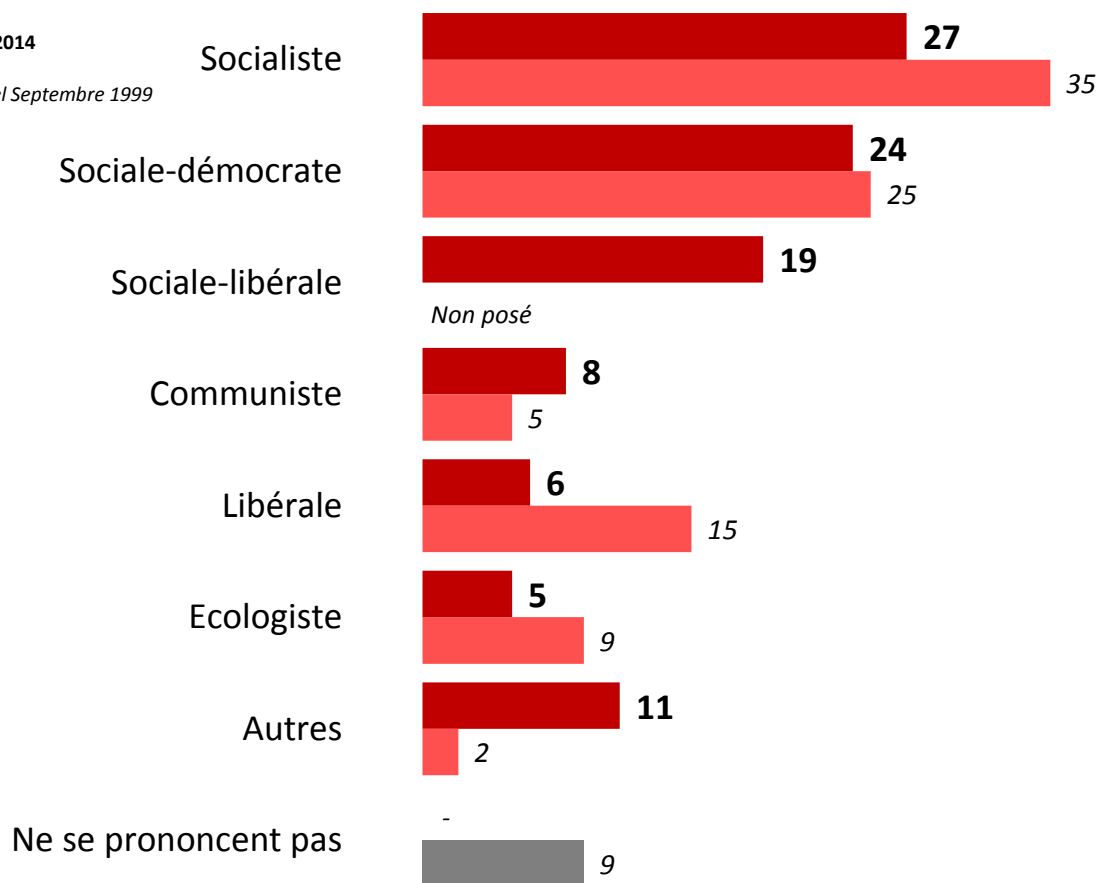
Sympathisants de gauche	Dont sympathisants PS	Sympathisants de droite	Dont sympathisants UMP	Dont sympathisants FN
24	21	29	42	15
15	17	24	28	14
27	27	9	8	13
11	11	9	9	4
10	10	9	4	16
7	8	11	2	25
6	6	9	7	13

Question : Toujours du point de vue des idées, comment la gauche devrait-elle se définir ?

Selon la proximité politique

■ Avril 2014

■ Rappel Septembre 1999

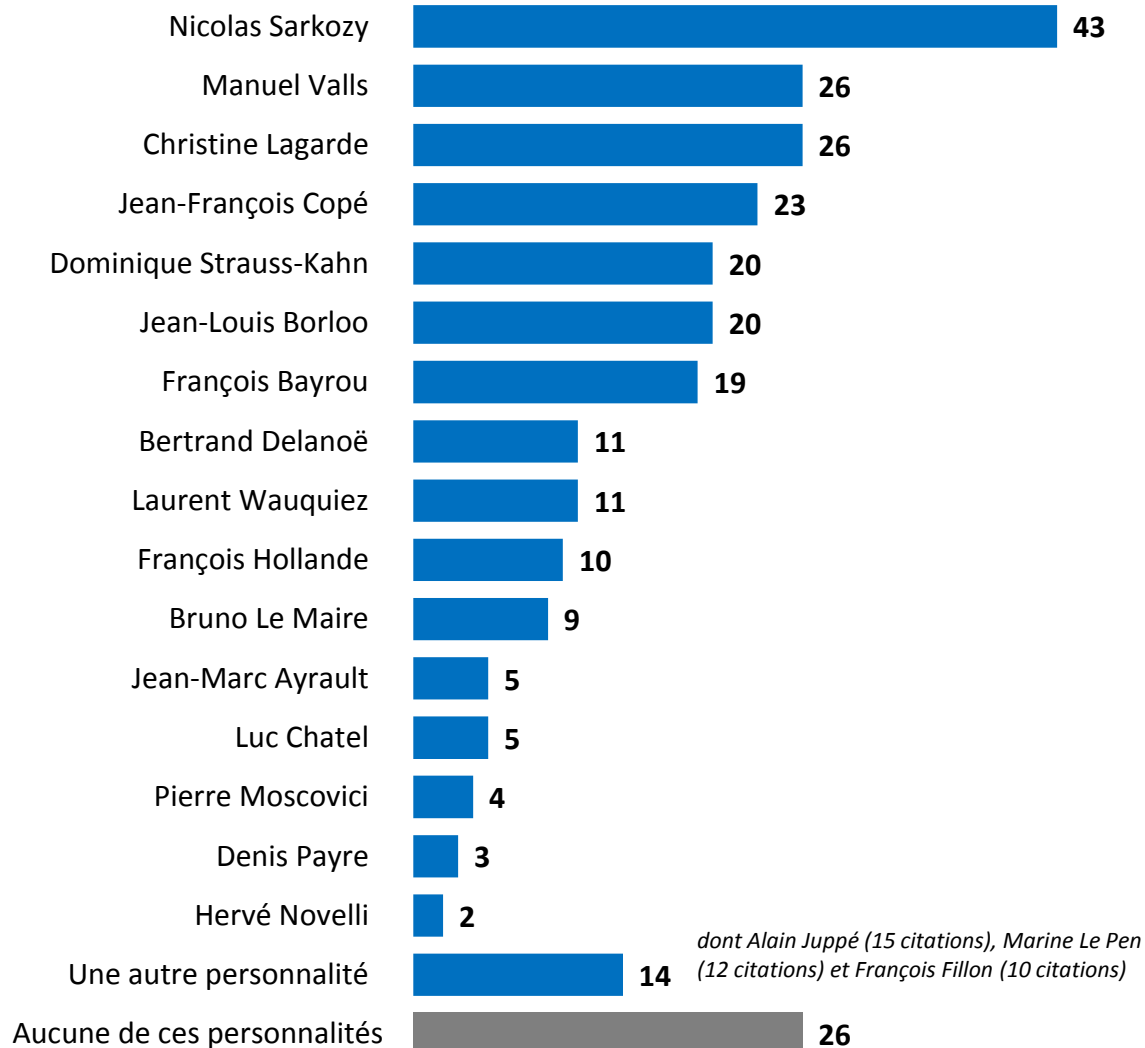


Sympathisants de gauche	Dont symp. Front de gauche	Dont sympathisants PS	Sympathisants de droite	Dont sympathisants UMP
32	32	42	27	29
31	11	38	20	21
16	16	15	20	24
9	27	2	11	10
4	7	2	7	6
7	5	1	4	2
1	2	-	11	8

L'ancien chef de l'Etat est la personnalité politique française qui incarne le mieux les idées libérales pour plus de quatre Français sur dix ; Manuel Valls émerge à un niveau non négligeable

Question : Parmi ces personnalités politiques françaises actuellement au gouvernement ou dans l'opposition, laquelle incarne le mieux, selon vous, les idées libérales ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Total des citations



Selon la proximité politique

Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
36	62
31	27
29	28
31	21
22	20
17	23
17	15
18	4
10	15
18	4
10	13
9	2
7	3
6	2
4	3
2	3
6	14

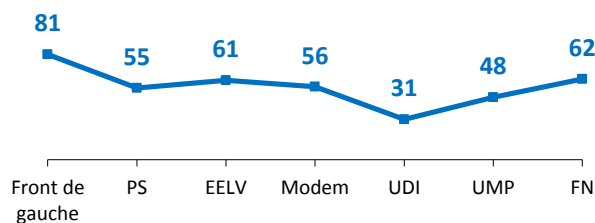
Question : Diriez-vous qu'en matière économique, l'Etat devrait intervenir davantage, moins ou autant qu'il le fait déjà ?

Intervenir
davantage
55%

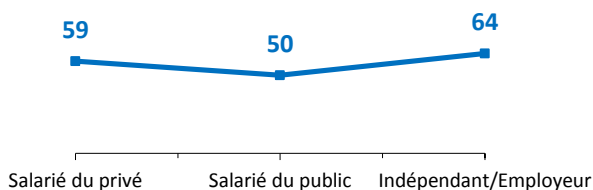
Intervenir
moins
26%

Intervenir
autant qu'il le
fait déjà
19%

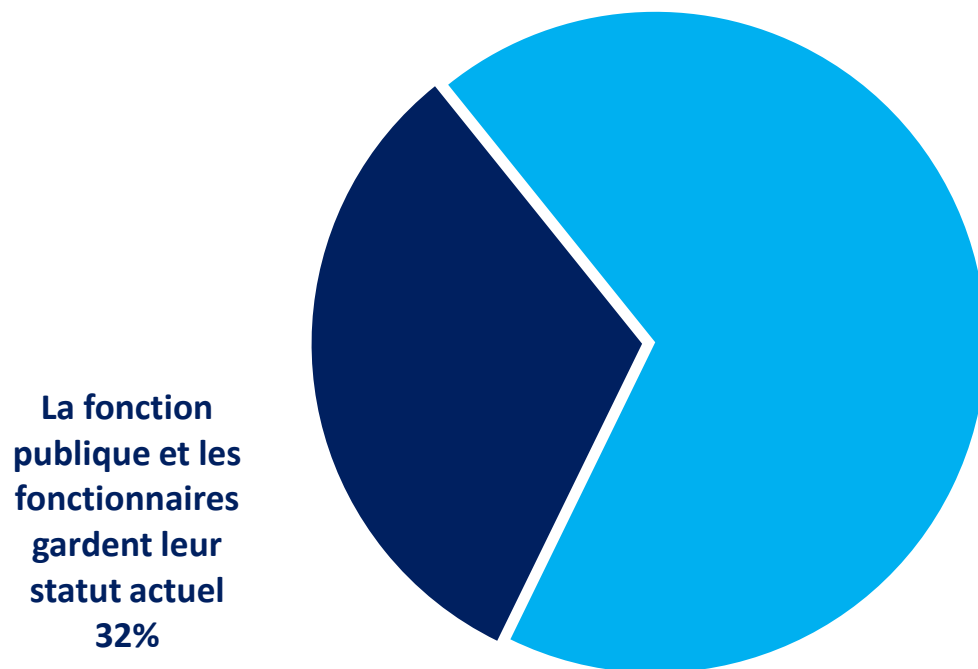
Selon la proximité politique



Selon le statut

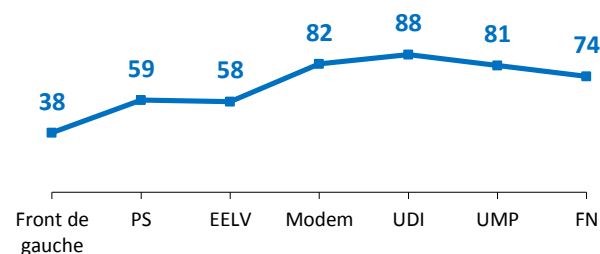


Question : A l'avenir, souhaitez-vous que la fonction publique et les fonctionnaire gardent leur statut actuel ou que le statut de certains fonctionnaires (recrutés sur concours, donc non contractuels) soit aligné sur celui du privé ?

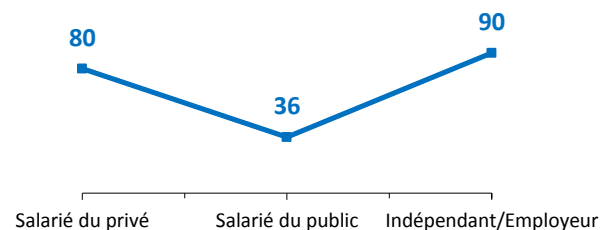


Le statut de certains fonctionnaires (recrutés sur concours, donc non contractuels) soit aligné sur celui du privé 68%

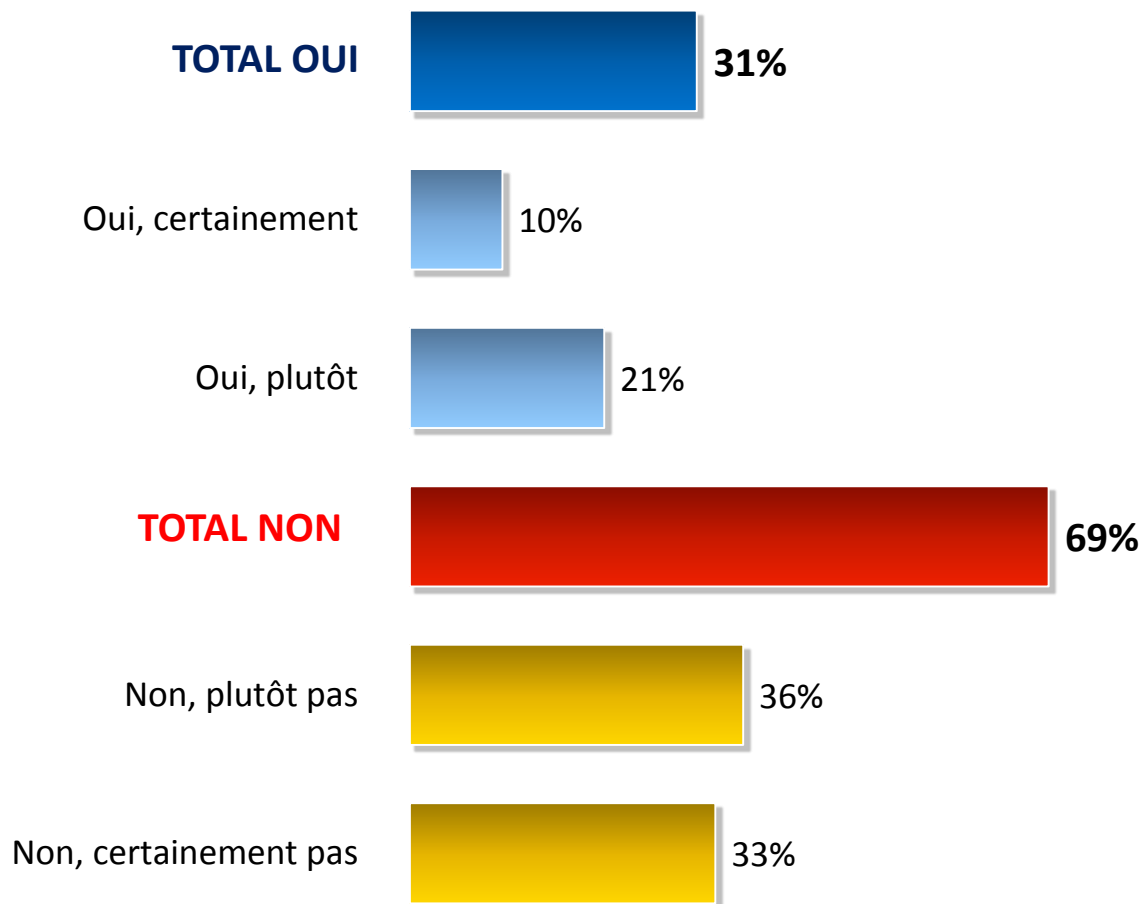
Selon la proximité politique



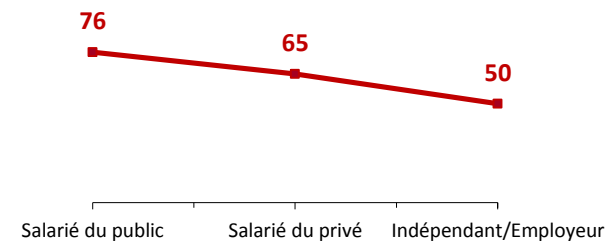
Selon le statut



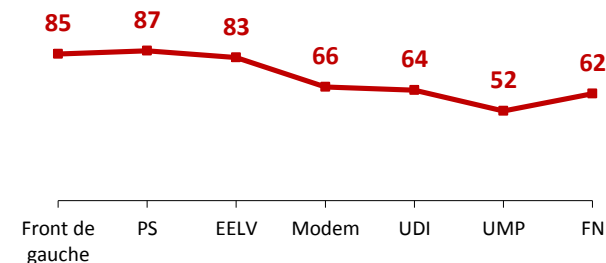
Question : Seriez-vous prêt, à titre personnel, à opter pour une assurance-santé privée en cessant de cotiser à la Sécurité Sociale ?



Selon le statut

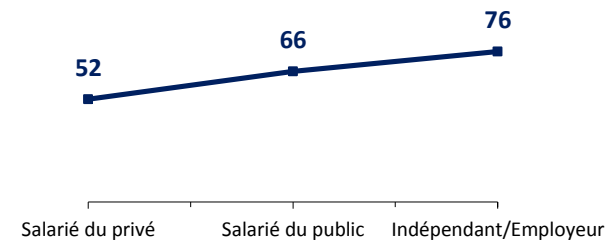
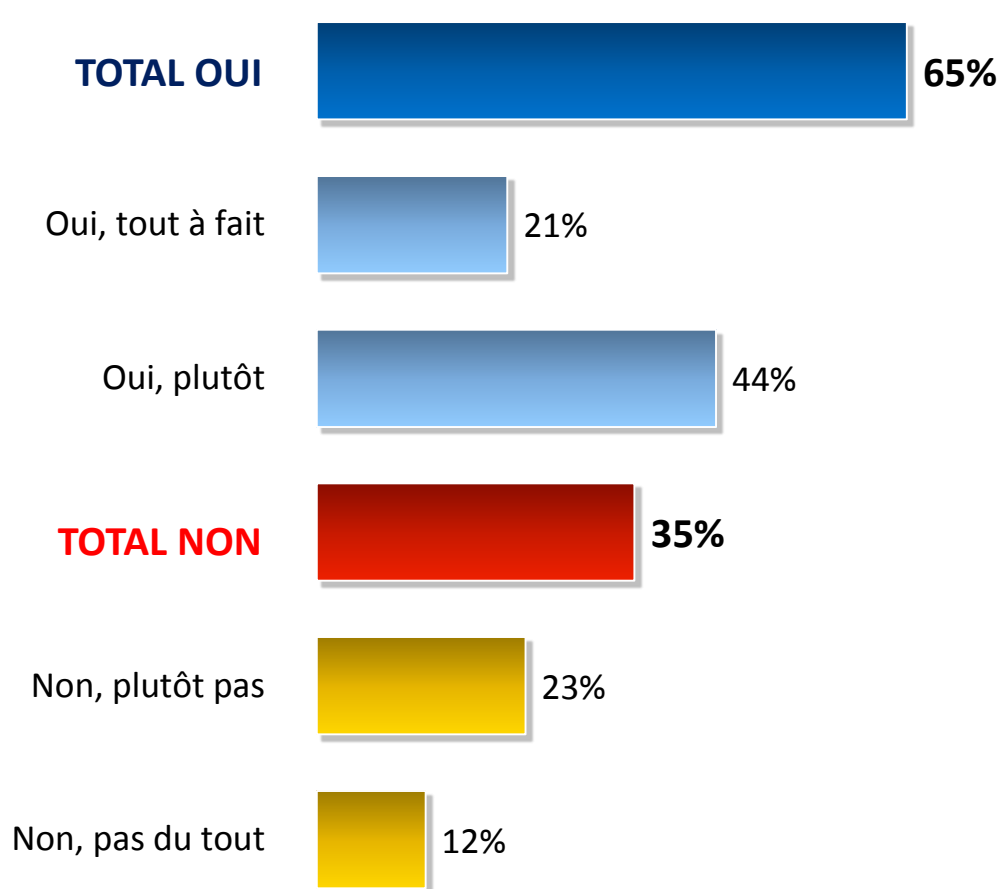


Selon la proximité politique

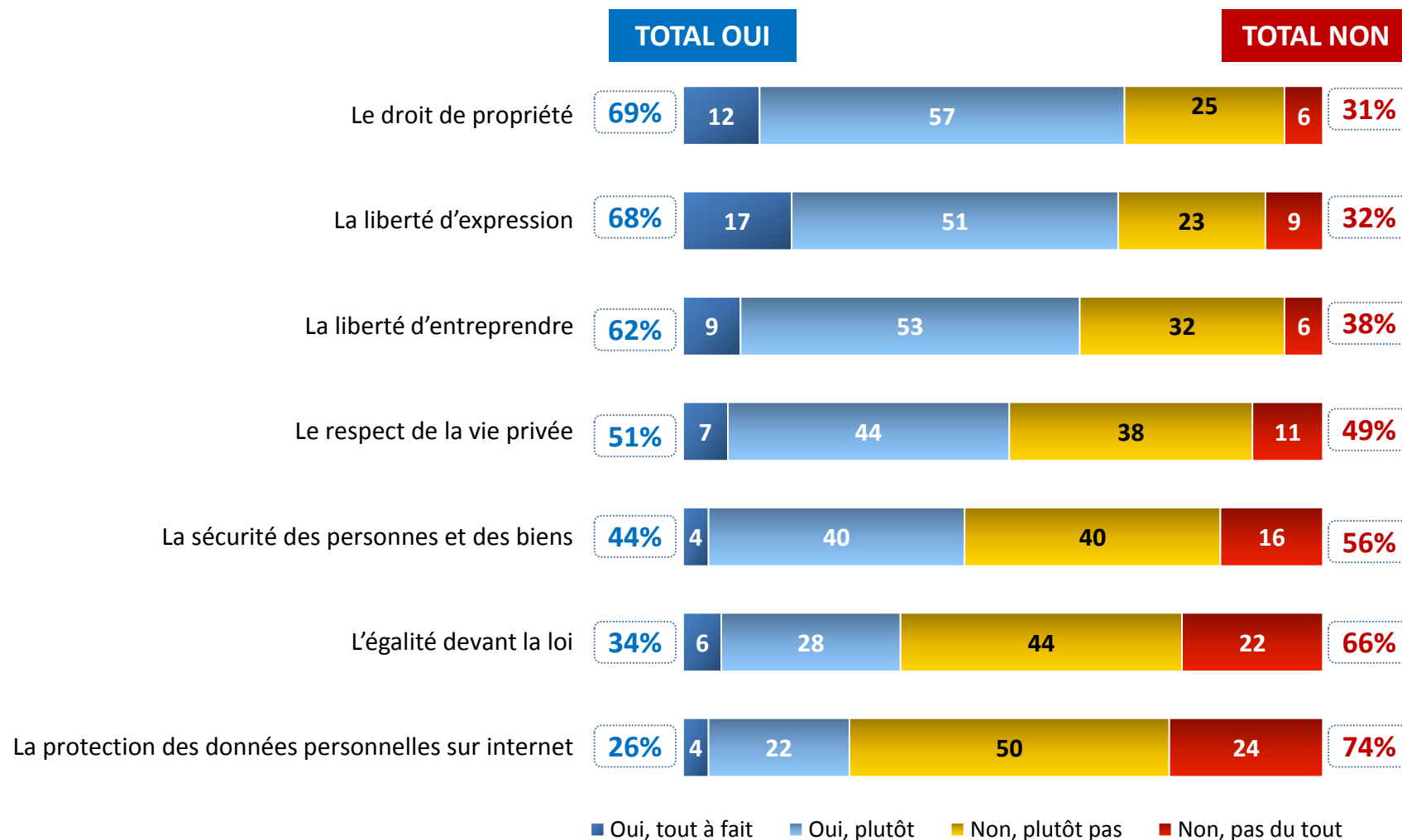


Question : Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à la création d'un contrat de travail unique remplaçant toutes les formes existantes de contrats (CDI, CDD, contrats aidés ...) pour simplifier le droit du travail français ?

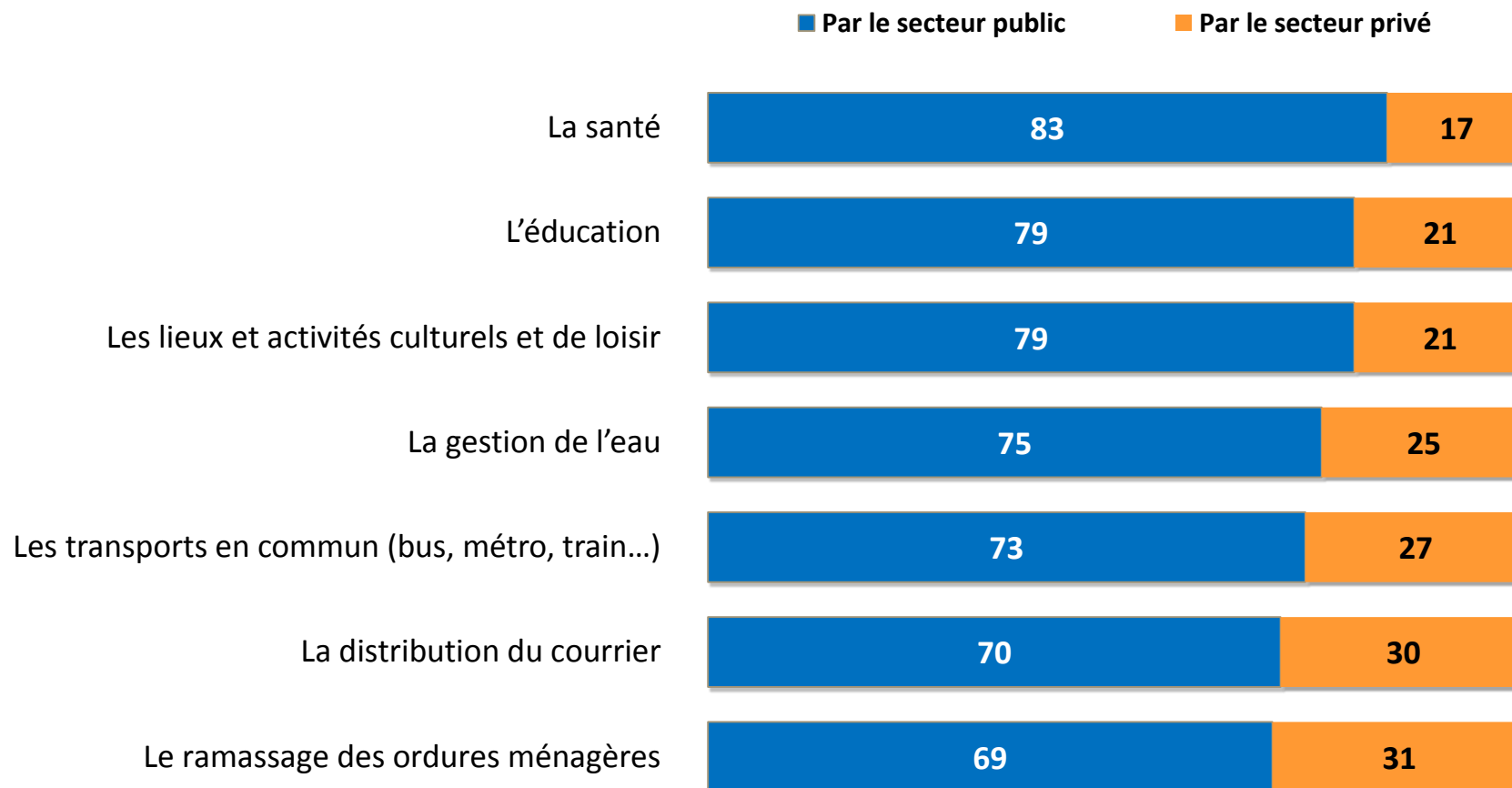
Selon le statut



Question : Pour chacune des libertés suivantes, pensez-vous qu'elles sont suffisamment garanties en France ?

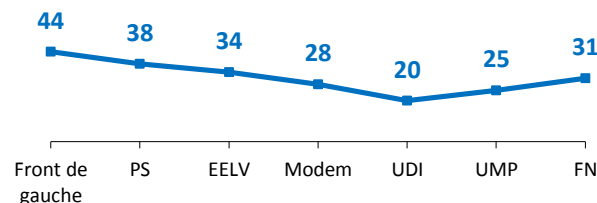
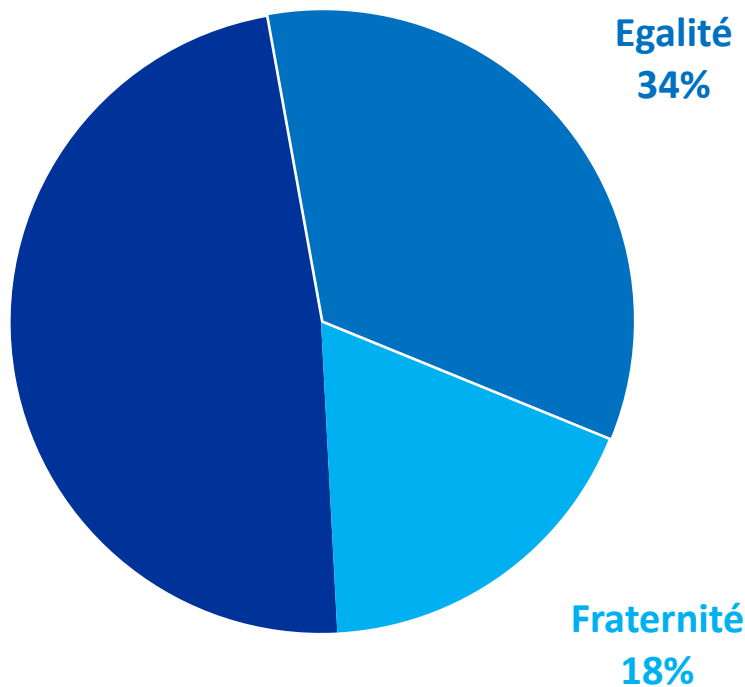


Question : Concernant chacune des activités suivantes, considérez-vous qu'elle devrait à l'avenir être assurée par le secteur public ou par le secteur privé ?

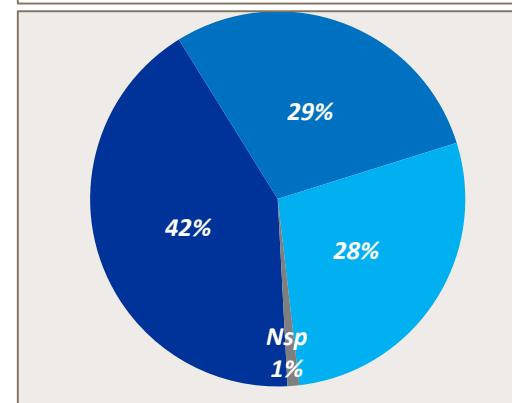


Question : Des trois mots suivants : liberté, égalité, fraternité, lequel préférez-vous ?

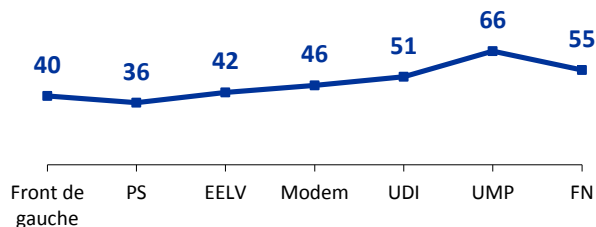
Selon la proximité politique



Rappel Septembre 1999



Selon la proximité politique



Les principaux enseignements de l'étude

L'initiative, l'autonomie, la France, la responsabilité, le mérite et la modernité sont plébiscités par les Français : chacun de ces mots évoque, pour plus de neuf Français sur dix, quelque chose qu'ils aiment

- Les mots « initiative » et « autonomie » se placent en tête, avec 96% de citations positives chacun, juste devant « la France » et « la responsabilité » (94% chacun), « le mérite » (93%) et « la modernité » (92%, contre 88% pour « la tradition »). Viennent ensuite « l'effort » (90%), « la solidarité » et « le travail » (89% chacun).
- Concernant certains mots que l'on peut associer au libéralisme, ils recueillent, selon les cas, plus ou moins de citations positives : si « l'entreprise » évoque pour 87% des Français quelque chose qu'ils aiment (juste après « le travail »), tout comme « l'auto-entrepreneuriat » pour 83% d'entre eux, « la concurrence » n'est jugée positivement que par 72% d'entre eux, c'est-à-dire autant que « les services publics ». Quant au mot même de « libéralisme », il est bien plus clivant puisqu'il évoque quelque chose de positif à une majorité nettement inférieure de Français (57%), mais davantage que « l'économie de marché » (53%). Une proportion proche (55%) aime le mot « Etat » qui, lorsqu'il devient « l'Etat providence », arrive en bas de classement. Avec 74% des Français pour lesquels il évoque quelque chose qu'ils n'aiment pas, « l'Etat Providence » se classe dernier des mots et expressions appréciés des Français, après « le capitalisme » (évocateur de quelque chose qu'ils n'aiment pas pour 68% d'entre eux) et « la mondialisation » (67%).
- Alors que l'euroscepticisme tend à s'imposer comme discours majoritaire dans le champ politique et médiatique, et que les réformes sont souvent considérées *a priori* comme impopulaires, il est intéressant de noter que les mots « Europe » et « réformes » évoquent quelque chose de positif pour une majorité de Français (67% et 66% respectivement). Notons enfin que si 58% des Français aiment le mot « autorité », ils ne sont que 46% parmi les sympathisants de gauche, contre 70% des sympathisants de droite.

Pour un quart des Français, la droite devrait se revendiquer « libérale », alors que le débat entre une définition « socialiste » ou « sociale-démocrate » de la gauche ne paraît pas tranché

- Du point de vue des idées, la droite devrait se définir comme « libérale » pour 25% des Français, et plus encore pour les sympathisants de l'UMP : les Français qui se disent proches de la principale formation de l'opposition sont 42% à considérer que la droite devrait se définir comme libérale.

- Si 18% de l'ensemble des Français estiment, ensuite, que la droite devrait se définir comme « gaulliste » et 17% comme « conservatrice », les avis s'opposent selon la proximité politique, de gauche ou de droite. Ainsi, alors que 24% des sympathisants de droite (et même 28% des sympathisants de l'UMP) considèrent que la droite devrait se définir comme « gaulliste », 27% des sympathisants de gauche estiment qu'elle devrait se définir comme « conservatrice ». Quant à une définition « frontiste » de la droite, si elle ne convient qu'à 7% des Français, elle est préférée aux autres définitions par 20% des électeurs de Marine Le Pen au premier tour de la dernière élection présidentielle.
- En ce qui concerne la gauche, aucune définition ne se détache aussi nettement que la définition « libérale » de la droite. Si plus d'un quart des Français (27%) considère que la gauche devrait se définir comme « socialiste », une proportion presque aussi importante (24%) la définirait plus volontiers comme « sociale-démocrate » et, par rapport à il y a quinze ans (où, selon une enquête réalisée par l'Ifop, 35% optaient pour « socialiste » et 25% pour « sociale-démocrate »), l'écart entre les partisans de chacune de ces définitions, qui ne recouvrent pas historiquement le même corpus idéologique, s'est nettement resserré.
- Cette difficulté à trancher entre gauche « socialiste » et gauche « sociale-démocrate » ressort de façon particulièrement évidente parmi les seuls sympathisants de gauche, qui sont 32% à opter pour le premier terme, et 31% pour le second. Et dans le contexte de tournant du quinquennat lié au pacte de responsabilité et à l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, près d'un Français sur cinq (19%) attend de la gauche qu'elle se définisse comme sociale-libérale. L'attente est encore plus forte de la part des sympathisants de l'UMP, qui sont près d'un quart (24%) à préférer cette définition, contre 15% des sympathisants du PS. Le qualificatif « libéral », quant à lui, ne semble pas bien s'appliquer à la gauche pour les Français, puisque seuls 6% d'entre eux considèrent qu'elle devrait s'en réclamer (contre 15% il y a quinze ans, mais le qualificatif « social libéral » n'avait alors pas été proposé).

Nicolas Sarkozy semble incarner le mieux les idées libérales, devant Manuel Valls et Christine Lagarde

- L'ancien chef de l'Etat est la personnalité politique française qui paraît incarner le mieux les idées libérales pour plus de quatre Français sur dix (43%), et même pour plus de six sympathisants de droite sur dix (62%). Un quart des Français le cite même en premier (et la moitié des sympathisants de droite). Il est suivi par l'actuel Premier ministre socialiste Manuel Valls (26% au total) et, à égalité de citations, la présidente du FMI Christine Lagarde.

- Derrière ce trio de tête, dominé par l'ancien Président de la République, arrive l'actuel président de l'UMP Jean-François Copé avec 23% du total des citations, puis l'ancien président du FMI Dominique Strauss-Kahn (20%), à égalité avec Jean-Louis Borloo et juste devant François Bayrou (19%). Par ailleurs, 10% des Français, au total, et même 18% des sympathisants de gauche, citent le président François Hollande comme personnalité incarnant les idées libérales, en raison probablement, en partie, du tournant socio-économique de ce début d'année qui tend à le rendre plus « social démocrate », voire « social libéral », que socialiste.

Les Français attachés aux services publics et à l'intervention de l'Etat en matière économique...

- Interrogés sur le rôle de l'Etat en matière économique et sur les domaines devant relever du secteur public ou du secteur privé, les Français se montrent assez éloignés des idées libérales, ou du moins d'un discours appelant à moins d'Etat. Sans doute en raison d'un contexte économique encore difficile en France, où la croissance peine à revenir, une nette majorité des Français (55%) estime que l'Etat devrait intervenir davantage en matière économique, et seul un peu plus d'un quart (26%) juge qu'il devrait intervenir moins (pour 19%, il devrait intervenir autant qu'il le fait déjà).
- Dans le même temps, les Français sont très attachés au fait que certaines activités, ne relevant pourtant pas des fonctions régaliennes de l'Etat, continuent, à l'avenir, à être assurées par le secteur public. Sur l'ensemble des activités testées, toutes relèvent, pour une forte majorité d'entre eux, du public, à commencer par la santé (qui doit être assurée par le secteur public pour 83% d'entre eux), l'éducation et les lieux et activités de loisirs (79% chacun). De même, environ sept Français sur dix ne sont pas prêts à confier au secteur privé la gestion de l'eau (75%), les transports en commun (73%), la distribution du courrier (70%) ou le ramassage des ordures ménagères (69%).
- En matière de santé, d'ailleurs, moins d'un tiers des Français (31%) serait prêt à opter pour une assurance privée en cessant de cotiser à la Sécurité Sociale. Seuls les travailleurs indépendants sans salariés et les employeurs y seraient davantage prêts (la moitié d'entre eux), lorsque 69% des Français ne l'envisageraient pas, dont un tiers (33%) « certainement pas ».

... mais ni réticents à revoir le statut des fonctionnaires, ni opposés à la création d'un contrat de travail unique

- S'ils sont attachés à l'intervention étatique et au service public, les Français sont prêts néanmoins à revenir sur le statut des agents de la fonction publique. Près de sept Français sur dix souhaitent qu'à l'avenir le statut de certains fonctionnaires, recrutés sur concours, soit aligné sur celui du privé. Si le souhait est évidemment plus ou moins élevé selon la sympathie partisane, il convient de noter qu'il est majoritaire chez l'ensemble des Français de droite comme de gauche, à la seule exception des sympathisants du Front de Gauche (38%). Ainsi, les sympathisants PS et EELV sont respectivement 59% et 58% favorables à ce que le statut de certains fonctionnaires, non contractuels, soit aligné sur celui des salariés du privé, quand, parmi les sympathisants UMP, le taux d'approbation atteint 81%.
- De plus, face à la multitude de contrats de travail existants, près des deux tiers (65%) des Français sont favorables (et même 21% « tout à fait » favorables) à la création d'un contrat de travail unique afin de simplifier le droit du travail, en particulier les employeurs et les travailleurs indépendants (76%).

Attachés au mot « liberté » dans la devise de la République, les Français considèrent majoritairement que la plupart des libertés sont suffisamment garanties en France, mais pas la sécurité, l'égalité devant la loi et la protection des données

- Le mot « liberté » est le préféré de la devise de la République française de près d'un Français sur deux (48%), devant le mot « égalité », qui est préféré par un tiers (34%), et le mot « fraternité », préféré aux autres par moins d'un Français sur cinq (18%). Si cet ordre ne change pas par rapport à une enquête Ifop réalisée en 1999, la préférence pour les mots « liberté » et « égalité » a progressé (chacun gagnant respectivement 6 et 5 points) au détriment du mot « fraternité » qui, lui, perd 10 points.
- La préférence pour le mot « liberté » est assez homogène selon l'âge, mais elle varie fortement selon la proximité politique : ce terme est préféré à « égalité » et « fraternité » par 60% des sympathisants de droite quand, à l'inverse, 38% des Français proches d'une formation politique de gauche préfèrent le mot « égalité », et 25% choisissent le mot « fraternité ».
- S'agissant précisément des libertés en France, la plupart sont jugées suffisamment garanties par une majorité de Français, qu'il s'agisse du droit de propriété (garanti pour 69% des Français), de la liberté d'expression (pour 68%), de la liberté d'entreprendre (62%) ou encore du respect de la vie privée, bien que sur cette dernière, seul un peu plus d'un Français sur deux (51%) considère qu'elle est suffisamment garantie. En revanche, la sécurité des personnes n'est jugée suffisamment garantie que par 44% des Français et l'égalité devant la loi par 34%. Mais surtout, près des trois quarts des Français (74%) estiment que la protection des données personnelles sur internet n'est pas assez garantie.